

Refaire nation avec les Arméniens

Le 30 novembre, l'Assemblée nationale, à l'unanimité des 256 suffrages exprimés a adopté une résolution « visant à exiger la fin de l'agression de l'Azerbaïdjan à l'encontre de l'Arménie et à établir une paix durable dans le Caucase du Sud ». Cette résolution intervient quinze jours après celle adoptée par le Sénat – à l'unanimité moins une seule voix – et qui va dans le même sens, à ceci près qu'elle demande l'application de sanctions contre l'Azerbaïdjan, pays agresseur, qui occupe des portions de territoire arménien depuis ses dernières agressions de mai 2021 et de septembre dernier. Les parlementaires des deux chambres s'accordent pour exiger le gel des avoirs de ses dirigeants et un embargo sur les importations de pétrole et de gaz si l'agression du régime Aliyev se poursuit. Le texte a appelé en outre à la libération et au rapatriement de tous les prisonniers de guerre arméniens arbitrairement détenus dans les geôles du pouvoir azéri.

Désigner l'agresseur et l'agressé

Il est ici question de sanctionner l'injustice subie par ce peuple ami, coupable de sa dépendance accrue vis-à-vis d'une Russie impérialiste, désarmé face à un panturquisme expansionniste lequel considère l'Arménie, unique démocratie de la région, réduite à une peau de chagrin, comme une sorte d'*incongruité*... mais aussi de dénoncer le « deux poids deux mesures » dans le traitement des questions arménienne et ukrainienne.

Certes, la France n'a pas grand-chose à gagner en s'aliénant l'Azerbaïdjan. Notre commerce bilatéral avec l'Arménie est en dessous de la barre des cent millions d'euros, l'Arménie ne représente pas un enjeu d'intérêt stratégique. Mais comme de nombreux parlementaires l'ont rappelé – toutes sensibilités confondues – il y va de notre honneur, de notre humanité et des principes qui font la singularité de notre République. Il faut donc saluer cette éloquente et quasi unanime manifestation transpartisane de la part de la représentation nationale et s'interroger sur le sens qu'on voudra bien y donner. S'agit-il d'une manœuvre électoraliste à l'égard d'une population de Français d'origine arménienne qui constitue somme toute une part infime du corps électoral ? Un hochet de compensation envoyé à une partie de nos concitoyens qui estiment que la France a le devoir d'intervenir au secours de la terre de leurs ancêtres, alors qu'à ce jour Paris n'a livré aucune arme aux forces arméniennes sous-équipées face aux assauts des armées de Bakou et d'Ankara ?

L'interrogation de la romancière Marina Dédéyan, n'est finalement, un siècle plus tard, que l'écho de celle de Jaurès : « Combien nous coûtera le sacrifice d'un peuple qui a joué, dans toute son histoire, le rôle de médiateur entre l'Occident, l'Orient et l'Asie ? Combien nous coûteront l'indifférence, la lâcheté, la corruption, les tortueuses stratégies diplomatiques ou économiques ? De quel prix devons-nous payer ce reniement de nous-même ? Quand la Civilisation consent à la Barbarie, elle renonce à s'appeler Civilisation ».

Désigner l'agresseur et l'agressé, certes, mais aussi rappeler que depuis plus d'un siècle, l'Arménie – sœur aînée de la France par son baptême –, cette vaillante petite alliée comme le rattachait Clemenceau ; est le miroir de nos lâchetés, de nos hypocrisies et de nos trahisons.

Assumer sa part de responsabilité

Si l'amitié franco-arménienne s'enorgueillit d'une histoire glorieuse remontant au Moyen Âge, du temps où un Lusignan régnait sur le trône de l'Arménie, et même aux débuts de la chrétienté, celle-ci a sa part d'ombre : l'abandon tragique du projet de mandat français en Cilicie en 1921, scellé par la reconnaissance par Paris du gouvernement rebelle kémaliste turc, et la fin du rêve d'un foyer national arménien au Levant, que les Maronites purent obtenir pour le Liban. Cet accord inique avec le gouvernement d'Ankara se solda par plusieurs massacres d'Arméniens n'ayant pas pu fuir à temps leurs localités désertées par l'armée française. Moins d'une génération plus tard, les Arméniens du Sandjak d'Alexandrette, territoire syrien adossé à la Méditerranée, durent à nouveau prendre le chemin de l'exil; lorsque Paris décida, au mépris du droit international, de céder cette Alsace-Lorraine à la Turquie en échange de sa neutralité si un conflit venait à exploser.

Anéantie, brisée, la première génération d'Arméniens de France se tait et survit. Pas question d'entendre parler de droit de grève, trop heureuse d'être en vie. La seconde s'intègre et tirera profit de ce que l'école de la République aura de meilleur à lui offrir. Aujourd'hui les troisième et quatrième génération de Français d'origine arménienne constituent un ciment du socle républicain. Nombreux sont ceux qui s'enorgueillissent des réussites individuelles de leurs compatriotes ; qui, à l'inverse de certains de leurs valeureux aînés, ont conservé leurs patronymes imprononçables. Il n'est pas une branche de notre économie, de notre santé, de notre recherche et même de notre classe politique où un « ian » puisse exceller au service de la communauté nationale.

Un combat historiquement porté par la gauche

Son sacrifice et celui de ses camarades immigrés résistants de l'Affiche rouge inspira Aragon. Poète communiste, épris de liberté, Misak Manoukian fut fusillé par les Allemands en février 1944 en faisant don de sa vie pour la liberté de la France. Sommes-nous prêts à donner à l'Arménie en retour un témoignage de soutien à sa propre existence menacée ? Le peuple arménien nous demande de rester fidèles à notre combat pour la liberté et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Or, qui se soucie aujourd'hui du sort des Arméniens si ce n'est qu'une poignée d'intellectuels classés à droite comme le journaliste Jean-Christophe Buisson ou l'écrivain Sylvain Tesson ? Chez les politiques on citera la maire de Paris Anne Hidalgo, ou encore quelques élus des Républicains (V. Boyer, F.-X. Bellamy, B. Retailleau...), voir du Rassemblement national, sans oublier Éric Zemmour qui, à l'occasion d'un déplacement en Arménie, mis en scène ses retrouvailles avec Philippe de Villiers à l'aurore de sa campagne présidentielle:

Objet d'une attention particulière de la droite et de l'extrême droite, on oublie aujourd'hui que la question arménienne fut portée avec brio par des figures de la gauche au nom d'une certaine idée de la dignité de l'Homme quelle que soit sa confession ou son appartenance. Ce combat a été porté jadis par Jaurès à la Chambre des députés, plus tard par le député communiste Guy Ducoloné (1920-2008) qui fut le premier à porter à l'Assemblée nationale la demande de reconnaissance du génocide de 1915 ; à la fin des années 1990 le Parti socialiste lui emboîta le pas.

La résolution votée par le Parlement a une indéniable portée symbolique, mais elle est également un acte de résistance politique et citoyenne. La représentation nationale adresse un message qui dépasse de loin le cadre bilatéral d'une amitié entre deux peuples. Elle nous rappelle que la question arménienne ne saurait se limiter à la défense de la première nation chrétienne plurimillénaire, marquée au fer rouge de la croix tout au long de son histoire tumultueuse.

Mais l'essentiel est ailleurs. Ce qui caractérise ce peuple plurimillénaire, au-delà du marqueur identitaire chrétien, est son aptitude à agir en médiateur. L'Histoire l'a prouvé. Balloté entre des empires concurrents, implantés à Jérusalem, en Égypte dès la haute antiquité, ayant essaimé en Europe orientale et jusqu'aux Indes, les Arméniens ont l'expérience de l'Orient et savent éviter l'amalgame.

Si le pouvoir génocidaire jeune-turc athée attisa le djihad contre les infidèles pour convaincre Kurdes et Tcherkesses d'anéantir les Arméniens, les Arabes du Djézireh, la Mésopotamie syrienne, répondirent par milliers à l'appel du chérif Hussein de la Mecque, issu de la maison des Hachémites, pour les secourir.

Les Arméniens ont une histoire avec le monde arabe qui ne saurait se résumer à leur participation à la lutte pour l'indépendance de la Syrie, du Liban et de la Palestine. Ils ont transporté avec eux cette sensibilité à être pleinement soi-même et embrasser l'altérité sans complexe. Aujourd'hui les Français d'origine arménienne sont des acteurs du vivre ensemble. Ils sont mieux placés que quiconque pour comprendre et agir avec empathie face à la douleur de leurs compatriotes juifs victimes de la haine antisémite au nom de la solidarité des ébranlés et conscients que l'arménophobie qui les déshumanise demeure vivace aux yeux d'une diaspora turque de plus en plus perméable à la propagande panturquiste du régime d'Erdogan.

Appelés à (re)faire nation dans un pays menacé par la montée des communautarismes, du sécessionnisme islamiste et de la crispation identitaire qui en découle, leur témoignage de vie et d'action est une leçon pour tous ceux qui s'interrogent sur les vertus de notre modèle républicain unique au monde.

Eric Denécé, directeur du CF2R

Olivier Delorme, historien écrivain

Pierre Ouzoulias, sénateur PCF des Hauts-de-Seine

Tigrane Yégavian, journaliste, écrivain